

Numéro d'agrément	Service de garde	Contingent d'heures 2019
555	Familiezorg West-Vlaanderen (Kortrijk, Roeselare en Tielt)	7.853
556	Familiezorg West-Vlaanderen (Brugge en Oostende)	7.000
640	Solidariteit voor het Gezin regio Brussel-Hoofdstad	29.134
669	Kompanie@home	7.000
670	CM Sint-Michielsbond (Regio Brussel)	7.000
TOTAL		1.254.892

Art. 3. La dernière tranche de la subvention peut être diminuée d'un pourcentage calculé au prorata du dépassement éventuel du budget total disponible.

Art. 4. L'arrêté ministériel du 15 mars 2019 fixant le nombre maximal d'heures subventionnables pour l'année d'activité 2019 des services de garde nouvellement agréés est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2019.

Bruxelles, le 13 juin 2019

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C - 2019/14596]

26 AVRIL 2019. — Décret et ordonnance conjoints relatifs au médiateur bruxellois

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1^{er}. Le présent décret et ordonnance conjoints règle des matières visées aux articles 39, 127, 128 et 135 de la Constitution, et ce, s'il échet, en application des articles 135*bis* et 138 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — Du médiateur bruxellois

Art. 2. Il y a un médiateur bruxellois qui renforce la bonne administration et veille à la sauvegarde des droits fondamentaux. À cet effet, il a pour missions :

1° d'examiner les réclamations relatives au fonctionnement :

- a) des autorités administratives qui relèvent de la Région de Bruxelles-Capitale;
- b) des autorités administratives qui exercent les compétences dévolues à l'Agglomération bruxelloise;
- c) des autorités administratives qui relèvent de la Commission communautaire commune;
- d) des autorités administratives qui relèvent de la Commission communautaire française;
- e) des intercommunales sur lesquelles la Région de Bruxelles-Capitale exerce la tutelle;
- f) des communes du ressort de la Région de Bruxelles-Capitale, tant qu'elles n'ont pas institué leur propre médiateur pour examiner les réclamations relatives à leur fonctionnement;
- g) des organismes chargés d'une mission d'intérêt public par la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française ou les communes : personnes physiques ou morales de droit privé ou public, sans être des autorités administratives au sens du 1°, a), c) et d) qui assurent, en vertu d'une ordonnance ou d'un décret ou d'une mission confiée expressément par le Gouvernement, des tâches d'intérêt public et qui, pour ce faire, sont financées au minimum à 50 % par la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française ou les communes;

2° de mener, à la demande du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune, de l'Assemblée de la Commission communautaire française, ou d'initiative, toute investigation sur le fonctionnement des services administratifs relevant de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française et des intercommunales et communes sur lesquelles la Région de Bruxelles-Capitale exerce la tutelle;

3° en se basant sur les constatations faites à l'occasion de l'exécution des missions visées aux 1° et 2°, de formuler des recommandations et de faire rapport sur le fonctionnement des autorités administratives concernées;

4° d'enquêter sur les dénonciations de membres du personnel des instances visées au 1° qui constatent dans l'exercice de leur fonction des atteintes suspectées à l'intégrité telles que visées à l'article 15.

Lorsque la fonction de médiateur est assumée par une femme, celle-ci est désignée par le terme « médiatrice ».

Art. 3. Le médiateur est nommé par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française pour un mandat de cinq ans, après qu'il a été fait publiquement appel aux candidats. Au terme de chaque mandat, il est fait publiquement appel aux candidatures en vue du renouvellement du médiateur. Le mandat de médiateur ne peut toutefois être renouvelé qu'une seule fois pour un même candidat. Si son mandat n'est pas renouvelé, le médiateur continue à exercer sa fonction jusqu'à ce qu'un successeur ait été nommé.

Pour être nommé médiateur, il faut :

- 1° être Belge ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne;

2° être d'une conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un diplôme donnant accès aux fonctions du niveau A des administrations de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune ou de la Commission communautaire française;

4° être bilingue;

5° posséder une expérience professionnelle utile de dix ans au moins, soit dans le domaine juridique, administratif ou social, soit dans un autre domaine utile à l'exercice de la fonction;

6° avoir satisfait à une audition devant le Parlement, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française aux fins d'évaluer ses qualités, titres et mérites.

Une même personne ne peut pas exercer plus de deux mandats de médiateur, qu'ils soient successifs ou non.

Art. 4. Avant d'entrer en fonction, le médiateur prête, entre les mains des présidents du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et de l'Assemblée de la Commission communautaire française le serment suivant : « Je jure d'observer la Constitution et de m'acquitter des devoirs attachés à mes fonctions en toute conscience et en toute impartialité. ».

Art. 5. Pendant la durée de son mandat, le médiateur ne peut exercer aucune des fonctions ou aucun des emplois ou mandats suivants :

1° la fonction de magistrat, notaire ou huissier de justice;

2° la profession d'avocat;

3° la fonction de ministre d'un culte reconnu ou de délégué d'une organisation reconnue par la loi qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle;

4° un mandat public conféré par élection;

5° un emploi rémunéré dans les services publics visés à l'article 2.

Le médiateur exerce son mandat à temps plein. Il ne peut exercer une fonction publique ou autre qui puisse compromettre la dignité ou l'exercice de ses fonctions. Il adresse une demande d'autorisation au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et à l'Assemblée de la Commission communautaire française s'il souhaite exercer une activité complémentaire.

Pour l'application du présent article sont assimilés à un mandat public conféré par élection : une fonction de bourgmestre nommé en dehors du conseil communal, un mandat d'administrateur dans un organisme d'intérêt public et une fonction de commissaire du Gouvernement, en ce compris une fonction de gouverneur, de gouverneur adjoint ou de vice-gouverneur.

Art. 6. Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française peuvent mettre fin aux fonctions du médiateur :

1° à sa demande;

2° lorsqu'il atteint l'âge de la pension;

3° lorsque son état de santé compromet gravement et définitivement l'exercice de la fonction.

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française révoquent le médiateur s'il exerce une des fonctions ou un des emplois ou mandats visés à l'article 5.

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française peuvent révoquer le médiateur pour des motifs graves. La décision de révocation pour motif grave doit être adoptée à la majorité des deux tiers dans chaque assemblée.

Art. 7. Dans les limites de ses attributions, le médiateur ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

Il ne peut être relevé de sa charge en raison d'actes qu'il accomplit dans le cadre de ses fonctions.

CHAPITRE II. — *Des réclamations*

Art. 8. Toute personne intéressée peut introduire, gratuitement, une réclamation, par écrit ou oralement, auprès du médiateur, au sujet des actes ou du fonctionnement des autorités administratives visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1°.

La personne intéressée doit, au préalable, prendre contact avec ces autorités aux fins d'obtenir satisfaction.

Art. 9. Le médiateur peut refuser de traiter une réclamation lorsque :

1° l'identité du réclamant est inconnue;

2° la réclamation se rapporte à des faits qui se sont produits plus de trois ans avant l'introduction de la réclamation;

3° le réclamant n'a manifestement accompli aucune démarche auprès de l'autorité administrative concernée pour obtenir satisfaction.

Le médiateur refuse de traiter une réclamation lorsque :

1° la réclamation est manifestement non fondée;

2° la réclamation est essentiellement la même qu'une réclamation écartée par le médiateur et ne contient pas de faits nouveaux.

Lorsque la réclamation a trait à une autorité administrative fédérale, régionale, communautaire ou autre qui dispose de son propre médiateur en vertu d'une réglementation légale, le médiateur la transmet sans délai à ce dernier.

Art. 10. Le médiateur informe le réclamant sans délai de sa décision de traiter ou non la réclamation ou de la transmission de celle-ci à un autre médiateur. Le refus de traiter une réclamation est motivé.

Le médiateur informe l'autorité administrative de la réclamation qu'il compte instruire.

Art. 11. Le médiateur peut fixer des délais impératifs de réponse aux agents ou services auxquels il adresse des questions dans l'exécution de ses missions. Si le médiateur ne reçoit pas une réponse satisfaisante dans le délai fixé par lui, il peut rendre ses recommandations publiques.

Il peut de même faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaires et entendre toutes les personnes concernées.

Les personnes qui, du chef de leur état ou de leur profession, ont connaissance de secrets qui leur ont été confiés, sont relevées de leur obligation de garder le secret dans le cadre de l'enquête menée par le médiateur.

Le médiateur peut se faire assister par des experts.

Art. 12. Si, dans l'exercice de ses fonctions, le médiateur constate un fait qui peut constituer un crime ou un délit, il en informe, conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle, le procureur du Roi.

Si, dans l'exercice de ses fonctions, il constate un fait qui peut constituer une infraction disciplinaire, il en avertit l'autorité administrative compétente.

Art. 13. Lorsqu'un recours administratif ou juridictionnel est introduit, le médiateur peut instruire parallèlement la réclamation.

Art. 14. Le réclamant est tenu périodiquement informé des suites réservées à sa réclamation.

Le médiateur s'efforce de concilier les points de vue du réclamant et des services concernés.

Il peut adresser à l'autorité administrative toute recommandation qu'il estime utile. Dans ce cas, il en informe le ministre, le membre du Collège, le collège communal ou le conseil d'administration responsable. Le médiateur notifie son avis simultanément au plaignant et à l'administration concernée.

Lorsqu'il formule une recommandation, le médiateur indique le délai endéans lequel l'autorité administrative est invitée à la mettre en œuvre. À défaut de répondre à cette invitation à l'expiration du délai fixé par le médiateur, l'autorité administrative est présumée refuser sa mise en œuvre. L'autorité administrative adresse dans ce cas une réponse motivée au médiateur reprenant les raisons de ce refus.

CHAPITRE III. — *Du système de dénonciation des atteintes suspectées à l'intégrité*

Art. 15. § 1^{er}. Lorsqu'un membre du personnel d'une instance visée à l'article 2, 1^o, suspecte une atteinte à l'intégrité qu'il souhaite dénoncer, il bénéficie d'un système de protection et d'enquête, constitué d'une composante interne et externe.

On entend par « atteinte suspectée à l'intégrité » : une négligence grave, un abus ou une infraction, constitutive d'une menace ou qui porte préjudice à l'intérêt public, commise au sein d'une instance visée à l'article 2, 1^o.

§ 2. Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège de la Commission communautaire française déterminent, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives au fonctionnement de la composante interne du système de dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité, en particulier les modalités de communication, de traitement, et d'enquête suite à un signalement interne.

§ 3. Au sein du service de médiation, il est créé un « point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité » qui représente la composante externe du système de dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

Tout membre du personnel attaché à une autorité administrative bruxelloise peut dénoncer par écrit, oralement ou par mail auprès du point de contact visé à l'alinéa 1^{er} une atteinte suspectée à l'intégrité, si le membre du personnel estime :

- qu'après notification à son supérieur hiérarchique, il n'a pas ou pas suffisamment été donné suite à sa communication dans un délai de trente jours;
- ou que, pour la seule raison de la publication ou dénonciation de ces irrégularités, il est ou sera soumis à une peine disciplinaire ou à une autre forme de sanction publique ou déguisée.

Un règlement adopté par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française détermine les conditions de recevabilité de la plainte et la procédure d'enquête.

Le membre du personnel qui dénonce une atteinte suspectée à l'intégrité est placé, à sa demande, sous la protection du médiateur.

Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège de la Commission communautaire française, chacun pour ce qui le concerne, élaborent avec le service de médiation un protocole relatif à la durée et aux mesures de protection de celui-ci qui prévoient au moins la suspension des procédures disciplinaires et la fixation de règles d'attribution de la charge de la preuve qui incombe nécessairement à l'autorité administrative.

En cas d'instruction ou d'information judiciaire sur l'irrégularité dénoncée, l'action du médiateur se limite à un examen sommaire en vue de la mise sous protection du membre du personnel concerné.

CHAPITRE IV. — *Des rapports du médiateur*

Art. 16. Le médiateur adresse annuellement, au plus tard le 31 mars, un rapport de ses activités au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et à l'Assemblée de la Commission communautaire française. Il peut, en outre, présenter des rapports intermédiaires s'il l'estime utile. Ces rapports contiennent les recommandations que le médiateur juge utiles et exposent les éventuelles difficultés que celui-ci rencontre dans l'exercice de ses fonctions.

L'identité des réclamants et des membres du personnel des autorités administratives ne peut y être mentionnée.

Dès leur dépôt au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et à l'Assemblée de la Commission communautaire française, le médiateur publie ses rapports. Les rapports sont examinés par le Parlement, l'Assemblée réunie et l'Assemblée de la Commission communautaire française dans le mois de leur dépôt.

Les gouvernements respectifs sont invités, dans le cadre de cet examen annuel du rapport, à présenter le suivi qu'ils auront assuré aux recommandations les concernant.

Le médiateur peut être entendu à tout moment par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ou l'Assemblée de la Commission communautaire française, soit à sa demande, soit à la demande d'une de ces assemblées législatives.

CHAPITRE V. — *Dispositions diverses*

Art. 17. L'article 458 du Code pénal est applicable au médiateur et à son personnel.

Art. 18. Le médiateur arrête un règlement d'ordre intérieur.

Ce règlement d'ordre intérieur est approuvé par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Art. 19. Sans préjudice des délégations qu'il s'accorde, le médiateur nomme, révoque et dirige les membres du personnel qui l'assistent dans l'exercice de ses fonctions.

Le statut et le cadre du personnel sont arrêtés par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française sur la proposition du médiateur.

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française peuvent modifier ce statut et ce cadre après avoir recueilli l'avis du médiateur. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu dans les soixante jours de la demande d'avis.

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française exercent leurs pouvoirs pour l'ensemble des matières qui leurs sont confiées par le présent accord de manière conjointe.

Art. 20. Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française déterminent le type et le montant de la rémunération du médiateur, ainsi que les modalités de liquidation y afférentes.

Art. 21. Le budget et les redditions des comptes du service du médiateur sont adoptés chaque année par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française, sur proposition du médiateur. Les moyens correspondants sont inscrits au budget du Parlement, de l'Assemblée réunie et de l'Assemblée.

Le médiateur soumet ses comptes à la Cour des comptes.

Art. 22. L'article 15, § 3, entre en vigueur six mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté visé au § 2 de cet article, et au plus tard 18 mois après la publication du présent décret et ordonnance conjoints au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance conjointe, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 avril 2019.

La Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture,
F. LAANAN

Le Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme,
R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Fonction publique, de la politique de la Santé,
C. JODOGNE

Le Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN

La Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales,
C. FREMAULT

Le Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles, chargé de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles et de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

Le Secrétaire du Gouvernement francophone bruxellois et Directeur Adjoint de Cabinet de Fadila LAANAN, Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture,
J.-P. BOUBLAL
La Présidente
Une Secrétaire
Le Greffier

VERTALING

VERENIGDE VERGADERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2019/14596]

26 APRIL 2019. — Gezamenlijk decreet en ordonnantie met betrekking tot de Brusselse ombudsman

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

Artikel 1. Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie regelt aangelegenheden als bedoeld in de artikelen 39, 127, 128 en 135 van de Grondwet, en zulks in voorkomend geval met toepassing van de artikelen 135bis en 138 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *De Brusselse ombudsman*

Art. 2. Er is een Brusselse ombudsman die het behoorlijk bestuur versterkt en toeziet op de vrijwaring van de grondrechten. Hiertoe heeft deze als opdracht:

1° klachten te onderzoeken over de werking van:

- a) bestuurlijke overheden die ressorteren onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- b) bestuurlijke overheden die de aan de Brusselse Agglomeratie toegewezen bevoegdheden uitoefenen;
- c) bestuurlijke overheden die ressorteren onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- d) bestuurlijke overheden die ressorteren onder de Franse Gemeenschapscommissie;
- e) intercommunales waarop het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het toezicht uitoefent;
- f) gemeenten die tot het ambtsgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren zolang deze geen eigen ombudsman hebben aangesteld om de klachten over hun werking te onderzoeken;
- g) instellingen die belast zijn met een opdracht van openbaar nut door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de gemeenten: natuurlijke personen of publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen, zonder dat zij bestuurlijke overheden zijn in de zin van 1° a), c) en d) die, op grond van een ordonnantie of een decreet of een opdracht die hun uitdrukkelijk werd toevertrouwd door de Regering, taken van openbaar nut verzekeren en daartoe op zijn minst voor 50 % gefinancierd worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de gemeenten;

2° op verzoek van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie of op eigen initiatief, alle mogelijke onderzoeken te voeren naar de werking van de bestuurlijke diensten die ressorteren onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de intercommunales en gemeenten waarop het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het toezicht uitoefent;

3° uitgaand van de vaststellingen die zijn gedaan naar aanleiding van de uitvoering van de opdrachten bedoeld in het 1° en 2°, aanbevelingen te formuleren en verslag uit te brengen over de werking van de desbetreffende bestuurlijke overheden;

4° de meldingen te onderzoeken van personeelsleden van de in 1° bedoelde instanties die bij de uitoefening van hun functie de in artikel 15 bedoelde veronderstelde integriteitsschendingen vaststellen.

Als een vrouw de functie van ombudsman vervult, wordt zij "ombudsvrouw" genoemd.

Art. 3. De ombudsman wordt aangesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie, voor een mandaat van vijf jaar, na een openbare oproep tot kandidaten. Op het einde van elk mandaat wordt een openbare oproep tot kandidaturen uitgeschreven met het oog op de aanstelling van een volgende ombudsman. Het mandaat van ombudsman is voor eenzelfde kandidaat evenwel slechts één keer hernieuwbaar. Indien zijn het mandaat niet hernieuwd wordt, blijft de ombudsman zijn functie uitoefenen tot een opvolger is aangesteld.

Om te worden aangesteld als ombudsman, moet men:

- 1° Belg zijn of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;
- 2° blijk geven van onberispelijk gedrag en alle politieke en burgerrechten genieten;
- 3° houder zijn van een diploma dat toegang verstrekt tot functies van niveau A in de besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie;
- 4° tweetalig zijn;
- 5° beschikken over een nuttige beroepservaring van minstens tien jaar, hetzij in het juridisch, administratief of sociaal domein, hetzij in een ander domein dat van nut is bij de uitoefening van de functie;
- 6° onderworpen zijn geweest aan een hoorzitting voor het Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie teneinde zijn kwaliteiten, titels en verdiensten te evalueren.

Eenzelfde persoon mag niet meer dan twee mandaten van ombudsman uitoefenen, ongeacht of die al dan niet op elkaar volgen.

Art. 4. Voordat hij in dienst treedt, legt de ombudsman bij de voorzitters van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie de volgende eed af: "Ik zweer de Grondwet na te leven en de plichten die voortvloeien uit mijn functies naar geweten en in volkomen onpartijdigheid te vervullen."

Art. 5. Tijdens de duur van zijn mandaat, mag de ombudsman geen van de onderstaande functies en betrekkingen of mandaten uitoefenen:

- 1° de functie van magistraat, notaris of gerechtsdeurwaarder;
- 2° het beroep van advocaat;
- 3° de functie van bedienaar van een erkende eredienst of van gedelegeerde van een door de wet erkende organisatie voor niet-confessionele morele dienstverlening;
- 4° een openbaar mandaat verkregen door verkiezingen;
- 5° een bezoldigde betrekking in de openbare diensten bedoeld in artikel 2.

De ombudsman oefent zijn mandaat voltijds uit. Hij mag geen openbare of andere functie uitoefenen die de waardigheid of de uitoefening van zijn functie kan schaden. Hij richt een toelatingsaanvraag tot het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie, indien hij een bijkomende activiteit wil uitoefenen.

Voor de toepassing van dit artikel, worden gelijkgesteld met een openbaar mandaat verkregen door verkiezingen: een functie van burgemeester benoemd buiten de gemeenteraad, een mandaat van bestuurder in een instelling van openbaar nut en een functie van regeringscommissaris, met inbegrip van een functie van gouverneur, van adjunct-gouverneur of vicegouverneur.

Art. 6. Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen een einde maken aan de functie van ombudsman:

- 1° op zijn verzoek;
- 2° wanneer hij de pensioenleeftijd bereikt;
- 3° wanneer zijn gezondheidstoestand de uitoefening van de functie ernstig en definitief in gevaar brengt.

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie ontzetten de ombudsman uit zijn ambt wanneer hij een van de functies of een van de betrekkingen of mandaten uitoefent die bedoeld zijn in artikel 5.

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen om ernstige redenen een einde maken aan de functie van ombudsman. De beslissing om hem om ernstige redenen uit zijn ambt te ontzetten, dient te worden goedgekeurd met een tweederdemeerderheid in elke assemblee.

Art. 7. Binnen de perken van zijn bevoegdheden, ontvangt de ombudsman van geen enkele overheid instructies.

Hij kan enkel van zijn opdracht worden ontheven tengevolge van handelingen die hij verricht in het kader van zijn functies.

HOODSTUK II. — *De klachten*

Art. 8. Elke belanghebbende kan kosteloos een schriftelijke of mondelinge klacht indienen bij de ombudsman over handelingen of over de werking van de bestuurlijke overheden bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°.

De belanghebbende dient vooraf met deze overheden contact op te nemen om genoegdoening te krijgen.

Art. 9. De ombudsman mag weigeren een klacht te behandelen wanneer:

- 1° de identiteit van de klager onbekend is;
- 2° de klacht betrekking heeft op feiten die zich hebben voorgedaan meer dan drie jaar vóór de indiening van de klacht;
- 3° de klager bij de desbetreffende bestuurlijke overheid klaarblijkelijk geen stappen gedaan heeft om genoegdoening te krijgen.

De ombudsman weigert een klacht te behandelen wanneer:

- 1° de klacht klaarblijkelijk niet gegrond is;
- 2° de klacht in essentie dezelfde is als een klacht die reeds door de ombudsman is verworpen en geen nieuwe feiten bevat.

Wanneer de klacht betrekking heeft op een bestuurlijke overheid van een federale, gewestelijke, gemeenschaps- of andere overheid die op grond van een wettelijke regelgeving over een eigen ombudsman beschikt, bezorgt de ombudsman deze onverwijld aan deze laatste.

Art. 10. De ombudsman brengt de klager onverwijld op de hoogte van zijn beslissing om de klacht al dan niet in behandeling te nemen of om deze aan een andere ombudsman te bezorgen. De weigering om een klacht te behandelen wordt gemotiveerd.

De ombudsman brengt de bestuurlijke overheid op de hoogte van de klacht die hij beoogt te onderzoeken.

Art. 11. De ombudsman kan dwingende antwoordtermijnen opleggen aan personeelsleden of diensten waaraan hij vragen richt bij de uitvoering van zijn opdrachten. Indien de ombudsman geen afdoend antwoord krijgt binnen de door hem vastgelegde termijn, mag hij zijn aanbevelingen openbaar maken.

Hij kan eveneens vaststellingen doen ter plaatse, zich alle documenten en inlichtingen laten meedelen die hij noodzakelijk acht en alle betrokken personen horen.

Personen die uit hoofde van hun hoedanigheid of beroep kennis hebben van geheimen die hun zijn toevertrouwd, worden ontheven van hun geheimhoudingsplicht naar aanleiding van een door de ombudsman gevoerd onderzoek.

De ombudsman kan zich laten bijstaan door deskundigen.

Art. 12. Indien de ombudsman bij de uitoefening van zijn functies een feit vaststelt dat een misdaad of een wanbedrijf kan zijn, dan dient hij overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering de Procureur des Konings daarvan op de hoogte te brengen.

Indien hij bij de uitoefening van zijn functie een feit vaststelt dat een disciplinaire inbreuk kan zijn, dan dient hij de bevoegde bestuurlijke overheid daarvan onmiddellijk op de hoogte te brengen.

Art. 13. Wanneer een administratief of gerechtelijk beroep wordt ingediend, kan de ombudsman parallel hiermee de klacht onderzoeken.

Art. 14. De klager wordt op gezette tijden op de hoogte gehouden van het gevolg dat aan zijn klacht wordt gegeven.

De ombudsman tracht het standpunt van de klager en van de betrokken diensten te verzoenen.

Hij kan tot de bestuurlijke overheid alle aanbevelingen richten die hij dienstig acht. In dat geval informeert hij de minister, het collegelid, het gemeentecollege of de raad van bestuur die daarvoor verantwoordelijk is. De ombudsman bezorgt zijn advies gelijktijdig aan de klager en aan het betrokken bestuur.

Wanneer de ombudsman een aanbeveling formuleert, vermeldt hij de termijn waarbinnen de bestuurlijke overheid verzocht wordt deze uit te voeren. Indien aan dit verzoek niet is voldaan op het ogenblik waarop de door de ombudsman vastgestelde termijn verstrijkt, wordt de bestuurlijke overheid geacht de uitvoering hiervan te weigeren. De bestuurlijke overheid richt in dit geval tot de ombudsman een gemotiveerd antwoord waarin de redenen van deze weigering geformuleerd worden.

HOOFDSTUK III. — *Systeem voor de melding van veronderstelde integriteitsschendingen*

Art. 15. § 1. Wanneer een personeelslid bedoeld in artikel 2, 1° een integriteitsschending vermoedt en dat wenst te melden, geniet hij een beschermings- en onderzoeksregeling die uit een interne en een externe component bestaat.

Onder “veronderstelde integriteitsschending” worden verstaan een ernstige nalatigheid, een misbruik of een inbreuk die een dreiging vormt of het openbaar belang schaadt en werd begaan in een instantie bedoeld in artikel 2, 1°.

§ 2. De Regering, het Verenigd College en het College van de Franse Gemeenschapscommissie bepalen, elk voor wat hem betreft, de nadere regels voor de werking van de interne component van het systeem voor de melding van veronderstelde integriteitsschendingen, inzonderheid de nadere regels voor de mededeling, de behandeling en het onderzoek na een interne melding.

§ 3. Binnen de ombudsdienst wordt een “meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen” opgericht dat de externe component van het systeem voor de melding van veronderstelde integriteitsschendingen vormt.

Elk personeelslid dat verbonden is aan een Brusselse bestuurlijke overheid kan schriftelijk, mondeling of per e-mail een veronderstelde integriteitsschending melden bij het in het eerste lid bedoelde meldpunt, indien het personeelslid:

- van oordeel is dat er, na kennisgeving aan zijn hiërarchische meerdere, binnen een termijn van dertig dagen geen of onvoldoende gevolg werd gegeven aan de melding;
- of, louter wegens de bekendmaking of melding van de onregelmatigheden, onderworpen wordt of zal worden aan een tuchtstraf of aan een andere vorm van openbare of verdoken straf.

Een reglement dat is goedgekeurd door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Assemblée van de Franse Gemeenschapscommissie bepaalt de voorwaarden voor de ontvankelijkheid van de klacht en de onderzoeksprocedure.

Het personeelslid dat een veronderstelde integriteitsschending meldt, wordt op zijn verzoek onder bescherming van de ombudsman geplaatst.

De Regering, het Verenigd College en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, elk voor wat hem betreft, stellen met de ombudsdienst een protocol op voor de beschermingsduur en de beschermingsmaatregelen die ten minste voorzien in de schorsing van de tuchtprocedures en de vaststelling van regels voor de toewijzing van de bewijslast, die noodzakelijkerwijze bij de bestuurlijke overheid ligt.

In geval van onderzoek of opsporingsonderzoek naar de gemelde onregelmatigheid wordt het optreden van de ombudsman beperkt tot een summier onderzoek met het oog op de bescherming van het betrokken personeelslid.

HOOFDSTUK IV. — *De verslagen van de ombudsman*

Art. 16. De ombudsman stuurt het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie jaarlijks uiterlijk op 31 maart een verslag van zijn activiteiten. Hij kan daarenboven ook tussentijdse verslagen voorleggen indien hij dat nuttig acht. Deze verslagen bevatten de aanbevelingen die de ombudsman nuttig acht en vermelden de eventuele problemen die hij vaststelt bij de uitoefening van zijn functie.

De identiteit van de klagers en van de personeelsleden van de bestuurlijke overheden mag hierin niet worden vermeld.

Zodra de verslagen zijn ingediend bij het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie, publiceert de ombudsman deze verslagen. De verslagen worden door het Parlement, de Verenigde Vergadering en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie onderzocht binnen een maand na de indiening.

De respectieve regeringen worden verzocht in het kader van dit jaarlijks onderzoek van het verslag mee te delen welk gevolg zij geven aan de aanbevelingen die hun aanbelangen.

De ombudsman kan steeds gehoord worden door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie, hetzij op zijn verzoek, hetzij op vraag van een van die wetgevende vergaderingen.

HOOFDSTUK V. — *Diverse bepalingen*

Art. 17. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de ombudsman en zijn personeel.

Art. 18. De ombudsman stelt een huishoudelijk reglement op.

Dit huishoudelijk reglement wordt goedgekeurd door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 19. Onverminderd de delegaties die hij zichzelf toekent, staat de ombudsman in voor de aanstelling, het ontslag en de leiding van de personeelsleden die hem bijstaan bij de uitoefening van zijn functie.

Het personeelsstatuut en de personeelsformatie worden vastgesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie op voorstel van de ombudsman.

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen dit statuut en deze formatie wijzigen na het advies van de ombudsman te hebben gehoord. Dit advies wordt geacht gunstig te zijn indien het niet wordt uitgebracht binnen zestig dagen na de adviesaanvraag.

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie oefenen hun bevoegdheden uit voor alle aangelegenheden die hun gezamenlijk worden toevertrouwd door dit akkoord.

Art. 20. Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie bepalen het type en het bedrag van de bezoldiging van de ombudsman, alsook de daaraan verbonden uitkeringsmodaliteiten.

Art. 21. De begroting en de rekeningen van de ombudsdienst worden jaarlijks goedgekeurd door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie op voorstel van de ombudsman. De overeenstemmende middelen worden ingeschreven in de begroting van het Parlement, de Verenigde Vergadering en de Vergadering.

De ombudsman legt zijn rekeningen voor aan het Rekenhof.

Art. 22. Artikel 15, § 3, treedt in werking zes maanden na de inwerkingtreding van het in § 2 bedoelde besluit en uiterlijk 18 maanden na de bekendmaking van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit gezamenlijk decreet en ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 april 2019.

De Minister-President van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Begroting, het Onderwijs, het Schooltransport, de Kinderopvang, Sport en Cultuur,

F. LAANAN

De Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Sociale Samenhang en Toerisme,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor het Openbaar Ambt en het Gezondheidsbeleid,

C. JODOGNE

De Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Beroepsopleiding,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor het Hulpbeleid voor personen met een handicap, de Sociale Actie, het Gezin en Internationale Betrekkingen,

C. FREMAULT

De Minister van de Federatie Wallonië-Brussel bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd, de Justitiehuisen, Sport, de Promotie van Brussel en het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Secretaris van de Brusselse Franstalige Regering en Adjunct-Directeur van het Kabinet van Fadila LAANAN, Minister-President van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Begroting, het Onderwijs, het Schooltransport, de Kinderopvang, Sport en Cultuur,

J.-P. BOUBLAL

De President

De Secretaris

De Griffier